



Déclaration de l'intersyndicale des Finances Publiques du Bas-Rhin au CTL du 12 septembre 2019

Madame la Présidente,

Vous avez présenté votre projet de cartographie de la présence des services des Finances Publiques sur le territoire appelé tout d'abord « géographie revisitée », puis «déconcentration de proximité » et enfin « nouveau réseau de proximité ».

Nous passerons sur le grotesque des multiples dénominations puisque le sujet ne prête malheureusement pas à rire. En effet, malgré la « novlangue utilisée » dans vos documents de propagande, il s'agit véritablement d'une destruction de l'ensemble de nos missions.

Qu'on en juge :

- Fermeture annoncée des 22 trésoreries du département hors Strasbourg, des Services des Impôts des Entreprises (SIE) de Saverne, Selestat, Illkirch et Schiltigheim et des Services des Impôts des Particuliers (SIP) de Sarre-Union, Erstein, Haguenau, Molsheim, Schiltigheim et Illkirch.
- Création de centres industriels de traitement de la gestion comptable et financière des collectivités locales localisés à Selestat, Saverne et Haguenau.
- Afin d'amadouer les élus, il est proposé la création de postes de « conseiller des collectivités locales » dont l'utilité et les réelles fonctions restent à définir. Il s'agira en fait avant tout de recaser des cadres supérieurs surnuméraires privés de leur emploi par ces restructurations.
- La mise en place d'« accueil de proximité » dont les activités et compétences véritables sont au mieux de premier niveau et ne remplaceront pas le service rendu et la technicité des agents des finances publiques.

Madame la Destructrice Régionale des Finances Publiques, comment pouvez-vous abandonner le secteur public local en le privant de trésoreries de proximité qui assurent au quotidien le paiement des dépenses des collectivités locales dans des délais remarquables, le recouvrement des recettes de ces mêmes collectivités à des taux de très haut niveau et le conseil

budgétaire, financier et fiscal apprécié des élus locaux ?

Comment osez-vous prétendre que les points d'accueil seront plus nombreux, alors que les centres des finances publiques, seules à même d'effectuer un accueil professionnel des usagers et des partenaires, seront réduits à peau de chagrin à l'horizon 2022 ?

Comment vous déclarer préoccupé par le devenir des agents du département alors que ceux-ci seront désormais contraints de travailler dans des centres industriels déshumanisés, de changer de résidence ou de missions ?

En vous contentant de répéter les éléments de langage écrits sur mesure par le Ministre de l'Action et des Comptes Publics Darmanin et ce gouvernement, vous trahissez vos fonctions et le service public que vous êtes censé servir.

Sachez toutefois que la colère des agents, des élus et des usagers se fait sentir sur tout le territoire du département : partout, la révolte gronde contre votre « nouveau réseau de proximité ».

Une nouvelle fois, l'intersyndicale des Finances Publiques vous met solennellement en garde : les agents n'accepteront pas de voir leurs conditions de travail dégradées du fait de vos

décisions ineptes. En particulier, nous tenons à vous rappeler très fermement que le syndrome « France Télécom » n'a pas sa place aux Finances Publiques.

Car enfin, il y a en effet des ressemblances troublantes entre les plans sociaux de France Télécom et de la DGFIP : suppression de milliers d'emplois, mobilité forcée des salariés, recrutement de nombreux contractuels de droit privé, ...

Madame la Présidente, il n'appartient pas à quelques technocrates zélés d'ordonner quels services doivent être fermés ou lesquels doivent être maintenus.

Les agents ne veulent pas échanger avec vous car non seulement, vous ne leur dites pas la vérité, mais en plus, vous comptez sur leur expertise et leur collaboration pour détruire leur environnement de travail et le sens de leurs missions.

Par ailleurs, de nombreux élus que nous avons rencontrés, ont le sentiment d'être berné.

Nous constatons que vous leur laissez croire :

- que le but de la déconcentration de proximité est l'amélioration du service public de proximité
- que la présence de la DGFIP aux cotés des collectivités locales sera renforcée par la création de poste de conseillers, - que leurs administrés seront accompagnés avec la même technicité par une personne « service civique » que par les agents des Finances Publiques.

- qu'à défaut de présence pérenne des agents des Finances Publiques, ceux-ci seront disponibles pour effectuer des permanences à la demande, alors que la charge de travail explose déjà dans nos services et que 5 800 suppressions d'emplois supplémentaires ont encore été annoncées.

Vous avez feint, de mettre en place une « concertation » : les organisations syndicales vous ont demandé à maintes reprises de réunir représentants des élus locaux, des agents des Finances Publiques et des usagers dans un réel échange afin de définir de concert le service public des Finances le plus adapté aux besoins.

Hélas, au vu des documents préparatoires de ce CTL, aucun élément nouveau ne sera annoncé sur ce vil projet appelé « Nouveau Réseau de Proximité ».

En conclusion, nous, représentants du personnel n'avons malheureusement rien à attendre et ne tenons pas à perdre du temps dans une discussion stérile lors de ce CTL.

Nous refusons en bloc votre projet de « destruction de proximité » !

Nous refusons ce simulacre de concertation, cette mascarade qui vise à enfumer agents, élus et usagers !

Madame la présidente, plus personne n'est dupe !

Sachez que les agents des Finances Publiques n'accepteront JAMAIS votre « nouveau réseau de proximité » !